

TURQUIE-Police-Troubles

Au moins 18 morts dans l'explosion d'une voiture piégée dans le sud-est

AFP
(ANKARA/Turquie)

AU moins 18 personnes (10 militaires et 8 civils) ont été tuées dimanche dans l'explosion d'une voiture piégée devant un poste de police dans la province de Hakkari, dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, a annoncé le Premier ministre turc Binali Yildirim.

Au moins 26 personnes - 10 militaires et 16 civils - ont été blessées dans cette attaque survenue à 09H45 (06H15 GMT) au point de contrôle qui se trouvait à proximité d'un commissariat,

a précisé l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

Le nombre de civils tués ou blessés s'explique par le fait que "l'explosion a eu lieu non loin d'un endroit où plusieurs personnes attendaient un minibus", a ajouté Anadolu.

La province de Hakkari est située près des frontières avec l'Irak et avec l'Iran.

La responsabilité de la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est pointée du doigt dans cet attentat, d'après plusieurs médias turcs.

"L'attaque a été perpétrée par un kamikaze qui a fait exploser une camionnette au moyen de 5 tonnes d'ex-

plosifs", a dit M. Yildirim lors d'une conférence de presse.

La déflagration a été telle qu'un cratère de 10 à 15 mètres de large, et 6 à 7 mètres de profondeur, s'est formé sur les lieux de l'attaque, selon Anadolu.

Compte tenu de la violence des images, le Conseil supérieur de l'audiovisuel turc (RTÜK) a interdit aux médias de diffuser les images des lieux de l'attaque, des blessés et des morts.

Le vice-Premier ministre Numan Kurtulmus a dénoncé sur Twitter une attaque "haineuse commise par les terroristes contre les soldats turcs". "La Tur-

quie ne capitulera jamais devant les organisations terroristes", a-t-il ajouté dans un second message.

En riposte à cette nouvelle attaque, l'armée turque a entamé une opération sur la zone pour retrouver les assaillants, a précisé Anadolu.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, Washington et l'Union européenne, est engagé depuis 1984 dans une guerre contre l'Etat turc qui a fait plus de 40.000 morts. Après une fragile trêve de deux ans, les combats entre les insurgés et l'armée turque dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde ont

repris en 2015.

Samedi, un homme et une femme, soupçonnés d'être proches du PKK, ont fait exploser leurs bombes près d'Ankara à l'arrivée de la police venue les arrêter. Seuls les deux kamikazes sont morts dans cette explosion.

L'armée turque a lancé le 24 août une opération militaire, baptisée "Bouclier de l'Euphrate", pour chasser de sa frontière les rebelles kurdes et les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) à qui sont attribués de sanglants attentats en Turquie.

Conflit israélo-palestinien

Deux morts dans une attaque à Jérusalem avant des fêtes juives

AFP
(JÉRUSALEM/Israël)

Un policier israélien et une femme ont été tués dimanche par un Palestinien qui a été abattu, alors que les autorités sont sur le qui-vive à l'approche d'importantes fêtes juives.

Cette attaque est l'une des plus meurtrières depuis le début, il y a un an, d'une vague de violences ayant fait plus de 270 morts dans les Territoires palestiniens, Israël et Jérusalem.

Elle s'est produite deux jours avant la célébration sous haute sécurité du Yom Kippour, le jour du Grand Pardon juif, et à l'approche de la fête de Souccot la semaine prochaine. L'an dernier, cette période avait été ponctuée d'attentats, notamment à Jérusalem.

Selon la police israélienne, un "terroriste" qui circulait en voiture a ouvert le feu dans la matinée en direction d'une station de tramway située en face du quartier général de la police à Jérusalem-est, blessant grièvement une femme.

Il a poursuivi son chemin à grande vitesse et ouvert le feu sur une deuxième femme qui circulait à bord d'une voiture et qui a elle aussi été grièvement blessée.

La police n'a pas précisé laquelle de ces deux femmes est ensuite décédée.

L'assaillant s'est ensuite dirigé vers le quartier palestinien de Cheikh Jarrah où il a garé son véhicule. Il a alors repéré des policiers à moto qui se dirigeaient vers lui et a ouvert le feu sur eux. L'un d'eux a été grièvement blessé avant de décéder, tandis qu'un de ses collègues était plus lé-

gèrement atteint.

Lors des échanges de tirs, l'auteur de l'attaque, un Palestinien âgé de 39 ans et originaire de Silwan à Jérusalem-est, a été abattu, a ajouté la police.

Les deux personnes décédées au cours de l'attaque, qui a fait également cinq blessés, sont Yossef Kirma, un policier de 29 ans, et Levana Melihi, une retraitée de 60 ans.

Le chef du gouvernement Benjamin Netanyahu a félicité les "policiers qui ont agi rapidement et de façon très ferme contre le terroriste qui a été éliminé".

•**CONDAMNÉ À DE LA PRISON** Les médias et réseaux sociaux palestiniens ont révélé que l'agresseur se nommait Misbah Abou Sbeih, 39 ans, de Jérusalem-est. Ce Palestinien devait commencer à purger dimanche une peine de quatre mois de prison pour avoir agressé un policier

israélien en 2013.

Selon les mêmes sources, ce Palestinien a été arrêté à de multiples reprises pour ses activités liées à l'esplanade des Mosquées, le troisième lieu saint de l'Islam où il lui a été interdit de pénétrer depuis des mois par les autorités israéliennes. Dans un son dernier message sur Facebook posté vendredi il évoquait son amour pour la mosquée Al-Aqsa située sur l'esplanade.

Ce site est également le premier lieu saint du judaïsme qui la désigne comme le mont du Temple détruit par les romains en 70. L'esplanade se trouve à Jérusalem-Est, la partie palestinienne de la ville occupée et annexée par Israël depuis 1967.

Les islamistes du Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza se sont réjouis de cette attaque, "une réaction naturelle en réaction

des crimes de l'occupant (israélien) contre notre peuple", selon le porte-parole Fawzi Barhoum.

Dans un communiqué, le Hamas a affirmé que l'attaquant était membre du mouvement islamiste, mais il n'a pas revendiqué l'attentat.

Le Jihad islamique, un groupe radical a lui aussi estimé qu'il s'agissait d'une attaque "héroïque" contre "l'escalade des crimes de l'occupant".

La vague de violences qui secoue depuis début octobre 2015 les Territoires palestiniens, Israël et Jérusalem a coûté la vie à 232 Palestiniens, 36 Israéliens, deux Américains, un Erythréen et un Soudanais, selon un décompte de l'AFP. La plupart des Palestiniens tués sont des auteurs ou auteurs présumés d'attaques, la plupart d'entre elles perpétrées à l'arme blanche.

NIGERIA-Justice

Arrestation de juges et biens saisis dans une opération anti-corruption

AFP
(ABUJA/Nigéria)

DES juges ont été arrêtés et des centaines de milliers de dollars saisis lors d'une opération anticorruption visant des hauts magistrats, menée par la police secrète du Nigeria, condamnée sévèrement dimanche par l'association du barreau et des militants des droits de l'homme.

La police n'a pas précisé le nombre de juges arrêtés

durant cette opération lancée samedi.

L'association du barreau du Nigeria a dénoncé ce raid "dont le style rappelle la Gestapo" comme "inconstitutionnel". "Je tiens à souligner que nous ne sommes pas dans un régime militaire", a protesté son représentant, Abubaker Mahmoud, lors d'une conférence de presse.

Dans un communiqué, les autorités fédérales ont indiqué avoir saisi 800.000 dollars lors de descentes aux domiciles de magistrats à travers tout le pays,

basées sur "des allégations de corruption et de fautes professionnelles" de la part de la part de certains juges.

"Les fouilles ont permis de découvrir une fortune en liquide, en devises multiples, locales et internationales, ainsi que des biens immobiliers d'une valeur de plusieurs millions de nairas et des documents compromettants pour ces juges", a indiqué le Département des services fédéraux (DSS) dans un communiqué.

Une source du DSS a affirmé à l'AFP que "quatre à

cinq juges sont ici avec nous et font des déclarations écrites".

Le président Muhammadu Buhari, élu en 2015, a lancé une vaste campagne anticorruption visant les proches du gouvernement précédent.

Une organisation des droits de l'homme a appelé le président Buhari à "relâcher les juges immédiatement et sans condition".

"Nous sommes sérieusement préoccupés par la vague d'arrestations, d'intimidation et de harcèlement des juges à travers

tout le pays par la DSS," a déclaré Adetokunbo Mumuni, qui dirige une organisation en faveur des droits socio-économiques et de l'obligation de transparence.

"Si nous soutenons les efforts du gouvernement pour éradiquer la corruption judiciaire, nous ne pouvons pas accepter des stratégies anticorruption et des méthodes qui sapent clairement l'état de droit, l'autorité, l'intégrité et l'indépendance du pouvoir judiciaire", a-il-ajouté.

L'Afrique en bref

•MALI-CONFLIT-Touareg

L'ex-rébellion à dominante touareg du nord du Mali privilégiait dimanche la thèse d'un assassinat dans la mort la veille de son chef militaire Cheikh Ag Aoussa, tué par l'explosion de son véhicule à Kidal, dans le nord-est du pays.

Les conséquences sur le processus de paix de la mort de Cheikh Ag Aoussa, considéré comme "un faucon" de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, ex-rébellion) au sortir d'une réunion au camp de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma) apparaissaient incertaines dans l'immédiat.

•MAROC-Élections

Les élections législatives du 7 octobre au Maroc se sont déroulées dans la "transparence et la neutralité", avec de rares irrégularités qui n'entachent pas la crédibilité du scrutin, a estimé dimanche le Conseil national marocain des droits de l'homme (CNDH).

Les législatives "se sont déroulées dans un climat offrant les garanties essentielles de liberté, de sincérité, de transparence et de neutralité", déclare un communiqué du CNDH.

"Les irrégularités observées sont statistiquement peu fréquentes, et n'entachent pas substantiellement la crédibilité et la sincérité du scrutin", ajoute cette institution indépendante.

A travers le monde

•ALLEMAGNE-Attentat

Policiers sur le qui-vive, contrôles renforcés dans les gares et aéroports: la chasse à l'homme se poursuivait dimanche en Allemagne pour retrouver un Syrien en fuite soupçonné de préparer un attentat, dont un complice présumé a été arrêté.

"La peur du terrorisme gagne toute l'Allemagne!", écrit dimanche sur son site internet le quotidien le plus lu du pays, Bild, alors que le suspect de 22 ans reste introuvable.

•IRAN-Médias-Politique

Les autorités iraniennes ont libéré temporairement le journaliste Ehsan Mazandarani qui devait être soigné après une grève de la faim dans sa cellule, a rapporté dimanche l'agence de presse Isna. M. Mazandarani, qui dirigeait le quotidien réformateur Farhikhtegan, avait été arrêté fin en 2015 et condamné ensuite à sept de prison pour "atteinte à la sécurité de l'Etat".

"L'état de santé de mon client s'est dégradé en raison de la grève de la faim qu'il observait et il a été transféré à l'hôpital", a déclaré son avocat, Hooshang Pourbabayi, cité par Isna.